



Bruno Mettling : la faillite sociale !

Le Premier ministre l'a à nouveau affirmé lors de sa déclaration de politique générale : le dialogue social dans le pays doit être revivifié. Point besoin d'être grand clerc pour constater cette carence dont souffrent les relations sociales, tant au sein des entreprises qu'avec les pouvoirs publics.

Ce que nous vivons en Caisse d'épargne depuis quelques années constitue en la matière une véritable leçon de choses, mise en oeuvre par Bruno Mettling, adepte pur, dur et brutal du diktat : « C'est à prendre ou à laisser » !

A ce niveau ce n'est plus une déficience de dialogue : c'est de l'autisme !

Son bilan de deux petites années de relations sociales dans le Groupe est calamiteux :

- *Alors qu'il prétendait engager de grandes réformes sociales, il a commencé par remettre en cause les moyens de fonctionnement de ses partenaires, en dénonçant le droit syndical.*
- *Il a ensuite balayé d'un revers de main l'ensemble du dispositif des rémunérations, classifications, carrière.*
- *Il poursuit enfin le démantèlement généralisé en orchestrant la dénonciation des accords sociaux dans les entreprises du Groupe.*
- *Ce démolisseur hors pair s'est révélé bien moins inspiré pour construire. Il a fait montre d'une incapacité crasse à conclure le moindre accord national majeur : RTT, passage à l'Euro, droit syndical, rémunérations... le désert total !*

Cerise sur le gâteau, il n'a pas même été en mesure d'organiser les élections pour le renouvellement des instances paritaires nationales (Conseil de discipline, Commission paritaire).

B. Mettling peut renvoyer les délégués syndicaux en agence, ils seront toujours là pour dénoncer son aveuglement. Et le personnel, qui croit beaucoup moins que ne le pense la CNCE à l'individualisation des salaires, résistera à ce travail de sape contre la cohésion sociale.

Cette tradition sociale, nul ne peut le contredire, a fait le succès des Caisses d'épargne

A l'instar des aventuriers de la finance mettant le cap sur les *start up* de la déjà vieille « nouvelle économie », B. Mettling et ses séides mettent en péril le patrimoine social du Groupe. C'est injustifiable et dangereux. Cette politique radicale est en total décalage avec la situation économique des Caisses d'épargne et leur tradition sociale. Nos établissements ont une santé florissante et leur prospérité est pour bonne partie due à une implication forte de générations de salariés. Cette implication a été rendue possible grâce à une considération, reconnue notamment par un statut social favorable, lui-même élaboré au travers d'un dialogue constant, avec des partenaires responsables.

Les mercenaires passent, les autres restent

Avant ces années passées à ne rien faire dans les Caisses d'épargne, sinon nuire au personnel, B. Mettling était conseiller « social » (prière de ne pas rire) de D. Strauss Khan. A l'évidence, si à ce poste on apprend à détester les syndicalistes, on n'apprend rien sur les réalités des entreprises.

C'est pourquoi son devenir nous importe peu car nous ne doutons pas que si cette faillite sociale conduisait à son départ du Groupe, ce serait avec de confortables émoluments, toujours utiles à la reconversion, en guise de baume pour l'ego. Pour chaque dirigeant qui passe, nous sommes des milliers, attachés à ce Groupe, nourrissant la ferme intention d'y collaborer encore de nombreuses années. Les mauvais coups n'entament donc en rien notre détermination à combattre cette funeste entreprise et à tenter de renouer les fils du dialogue.

Le secrétariat national

Bernard Charrier, Gérard Commarmond, Patrick Galpin, Serge Huber, Bettina Larry

